



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PRÉFECTURE

Marseille, le 06 AOUT 2013

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
DE L'UTILITÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX
RÉGLÉMENTÉS POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

Dossier suivi par : Mme HERBAUT
Tél. : 04. 84.35.42.65.
Fax. : 04.84.35.42.00.
n° 11-2013

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

prescrivant l'ouverture d'une enquête publique
portant sur le projet de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)
du bassin versant de l'Arc révisé

Le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.122-4 à L.122-12 et R.122-17 et suivants portant sur l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence notable sur l'environnement, les articles L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 à R.123-27 concernant les enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement, et les articles L.212-3 à L.212-11 et R.212-6 à R.212-45 concernant les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE),

VU le décret n° 2011-2021 du 29 décembre 2011 déterminant la liste des projets, plans et programmes devant faire l'objet d'une communication au public par voie électronique dans le cadre de l'expérimentation prévue au II de l'article L.123-10 du code de l'environnement,

VU l'arrêté interpréfectoral n° 94-277 du 21 octobre 1994 fixant le périmètre hydrographique du schéma d'aménagement et de gestion des eaux sur le bassin versant de l'Arc, modifié par les arrêtés interpréfectoraux n° 2001-66 du 22 février 2001 et n° 1-2013 E du 25 février 2013,

VU l'arrêté interpréfectoral n° 96-68 du 23 avril 1996 modifié fixant la composition de la Commission Locale de l'Eau du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin versant de l'Arc,

VU l'arrêté interpréfectoral n° 2001-67 du 22 février 2001 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des eaux du bassin de l'Arc,

VU l'arrêté interpréfectoral du 2 janvier 2008 modifié portant renouvellement de la commission locale de l'eau du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin versant de l'Arc,

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée (SDAGE) approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 20 novembre 2009,

VU le projet de SAGE du bassin versant de l'Arc révisé, approuvé par la Commission Locale de l'Eau par délibération n°12/01 du 2 juillet 2012,

VU les avis des services, des collectivités, des chambres consulaires et du comité de bassin consultés sur le projet de SAGE par la Commission Locale de l'Eau préalablement au lancement de l'enquête,

.../...

VU l'avis favorable émis sur le projet de SAGE révisé par le Comité d'agrément du bassin Rhône Méditerranée par délibération n° 2012-39 du 15 octobre 2012,

VU l'avis réputé favorable de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement né le 1er novembre 2012 sur l'évaluation environnementale,

VU le projet de SAGE du bassin versant de l'Arc révisé, validé par la Commission Locale de l'Eau par délibération n° 13/01 du 5 juillet 2013,

VU le courrier en date du 15 juillet 2013 par lequel le Président de la Commission Locale de l'Eau sollicite du Préfet des Bouches-du-Rhône, responsable de la procédure de révision, la mise à l'enquête publique du projet de SAGE du bassin de l'Arc révisé,

VU le dossier relatif au projet de SAGE du bassin de l'Arc révisé et notamment l'évaluation environnementale, approuvé par la CLE et annexé au courrier précité,

VU la saisine en date du 17 juillet 2013 du Président du Tribunal Administratif de Marseille en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête,

VU la décision n° E13000140/13 en date du 23 juillet 2013 du Président du Tribunal Administratif de Marseille portant désignation d'une commission d'enquête,

CONSIDÉRANT que la consultation préalable des services, des collectivités, des chambres consulaires et du comité de bassin s'est déroulée selon les dispositions de l'article L.212-6 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que le projet de SAGE révisé du bassin de l'Arc a été validé par la Commission Locale de l'Eau par délibération n° 13/01 du 5 juillet 2013,

CONSIDÉRANT que le projet de SAGE du bassin de l'Arc révisé doit être soumis à enquête publique préalablement à son approbation,

CONSIDÉRANT que le dossier d'enquête est constitué conformément aux dispositions de l'article R.212-40 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que l'enquête publique est ouverte et organisée par le Préfet des Bouches-du-Rhône, responsable de la procédure d'élaboration du SAGE désigné dans l'arrêté interpréfectoral n° 94-277 du 21 octobre 1994 fixant le périmètre hydrographique du SAGE sur le bassin versant de l'Arc,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Objet de l'enquête

Le projet de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin versant de l'Arc révisé est soumis à enquête publique sur le territoire des communes incluses pour tout ou partie dans le périmètre dudit SAGE.

Le SAGE est un document de planification à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente. Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau superficielle et souterraine et des écosystèmes aquatiques et doit être compatible avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée. Sa finalité est de concilier, dans une gestion équilibrée, l'exercice des différents usages de l'eau avec la protection des milieux aquatiques. Élaboré par les acteurs locaux (élus, usagers, associations, représentants de l'État...) réunis au sein de la Commission Locale de l'Eau (CLE), il est soumis à enquête publique et approuvé par l'autorité préfectorale.

Cette enquête se déroulera dans les départements des Bouches-du-Rhône et du Var, sur le territoire et en mairie des communes listées ci-dessous.

.../...

Département des Bouches-du-Rhône :

Aix-en-Provence, Beaurecueil, Belcodène, Berre l'Étang, Bouc Bel Air, Cabriès, Châteauneuf le Rouge, Coudoux, Éguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, La Fare les Oliviers, Lançon Provence, Le Tholonet, Les Pennes Mirabeau, Meyreuil, Mimet, Peynier, Puyloubier, Rousset, Saint-Antonin sur Bayon, Saint-Marc Jeaumegarde, Saint-Savournin, Simiane Collongue, Trets, Vauvenargues, Velaux et Ventabren.

Département du Var :

Ollières, Pourcieux, Pourrières et Saint-Maximin la Sainte Baume.

ARTICLE 2 : Désignation de la commission d'enquête

La commission d'enquête est composée des membres suivants :

Président :

Monsieur Gilles BANI - Ingénieur d'étude en aménagement et urbanisme - Expert près la CAA de Marseille.

Membres titulaires :

Monsieur Jacques LOUBET-VIEU - Expert près la Commission Européenne - Chargé de mission pour l'international à la Maison de l'Europe de Provence - retraité.

Monsieur Georges VIOTTI - Officier de la Marine Marchande - Ingénieur Pétrole - retraité.

Membre suppléant :

Madame Michelle MAHIEUX - Inspecteur des Impôts - retraitée.

En cas d'empêchement de Monsieur Gilles BANI, la présidence de la commission sera assurée par Monsieur Jacques LOUBET-VIEU.

En cas d'empêchement de l'un des membres titulaires, celui-ci sera remplacé par le membre suppléant.

ARTICLE 3 : Déroulement de l'enquête

Le dossier composé :

- d'un rapport de présentation,
- du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) de la ressource en eau et des milieux aquatiques, du règlement et des documents cartographiques correspondants,
- de l'évaluation environnementale et son résumé non technique,
- des avis recueillis sur le projet au cours de la phase de consultation,

ainsi qu'un registre d'enquête établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par un membre de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public en mairie, hôtel de ville pour les communes de Beaurecueil, Belcodène, Bouc Bel Air, Châteauneuf le Rouge, Coudoux, Éguilles, Fuveau, Gréasque, Lançon Provence, Le Tholonet, Meyreuil, Mimet, Peynier, Puyloubier, Saint-Antonin sur Bayon, Saint-Marc Jeaumegarde, Saint-Savournin, Simiane Collongue, Trets, Vauvenargues, Velaux, Ollières, Pourcieux, Pourrières et Saint-Maximin la Sainte Baume, et en service annexe pour les communes d'Aix-en-Provence (*direction de l'urbanisme - 12, rue Pierre et Marie Curie*), Berre l'Étang (*direction de l'urbanisme - centre administratif - place du Souvenir Français*), Cabriès (*centre technique municipal - 3256, route de Violési*), Gardanne (*direction des services techniques - résidence Saint Roch - avenue de Nice*), La Fare les Oliviers (*service de l'urbanisme - centre technique municipal - 250, avenue du Puisatier*), Les Pennes Mirabeau (*service de l'urbanisme - rue Jean Aicard*), Rousset (*service de l'urbanisme - avenue des Bannettes*) et Ventabren (*service de l'urbanisme - place de l'Eglise*) pendant une durée de trente trois jours, **du 16 septembre 2013 au 18 octobre 2013 inclus**, afin que le public puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (jours ouvrables) et consigner sur ces registres, ses observations, propositions et contre-propositions.

.../...

Les observations, propositions et contre-propositions et toute correspondance relative à l'enquête pourront également être adressées par courrier au Président de la commission d'enquête, en mairie d'Aix-en-Provence – Direction de l'Urbanisme – 12, rue Pierre et Marie Curie – 13100 Aix-en-Provence, siège de l'enquête. Elles seront tenues à la disposition du public au siège de l'enquête dans les meilleurs délais.

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

En outre, les observations écrites et orales seront également reçues par la commission d'enquête, représentée par un ou plusieurs de ses membres, qui se tiendra à la disposition du public aux lieux, jours et heures suivants :

Communes	Adresses	Dates et heures des permanences
Aix-en-Provence	Direction de l'Urbanisme 12, rue Pierre et Marie Curie 13100 Aix-en-Provence	lundi 16 septembre 2013 de 9h00 à 12h00 mercredi 2 octobre 2013 de 13h30 à 16h30 vendredi 18 octobre 2013 de 13h30 à 16h30
Berre l'Étang	Direction de l'Urbanisme Centre administratif Place du Souvenir Français 13130 Berre l'Étang	jeudi 19 septembre 2013 de 14h00 à 17h00 mardi 8 octobre 2013 de 9h00 à 12h00
Bouc Bel air	Service de l'Urbanisme Place de l'Hôtel de Ville 13320 Bouc Bel Air	mercredi 18 septembre 2013 de 9h00 à 12h00 lundi 14 octobre 2013 de 13h30 à 16h30
Gardanne	Direction des Services Techniques Résidence Saint Roch – avenue de Nice 13120 Gardanne	vendredi 27 septembre 2013 de 9h00 à 12h00 vendredi 4 octobre 2013 de 14h00 à 17h00
Trets	Hôtel de Ville Place du 14 juillet 13530 Trets	mardi 24 septembre 2013 de 13h30 à 16h30 jeudi 10 octobre 2013 9h00 à 12h00
Velaux	Hôtel de Ville 997, avenue Jean Moulin 13880 Velaux	lundi 30 septembre 2013 de 9h00 à 12h00 vendredi 11 octobre 2013 de 14h00 à 17h00
Le Tholonet	Hôtel de Ville 3384, route Cézanne Salle de l'Ours 13100 Le Tholonet	lundi 23 septembre 2013 de 14h00 à 17h00 mercredi 16 octobre 2013 de 9h00 à 12h00
Pourrières	Hôtel de Ville Place Jules Michel 83910 Pourrières	vendredi 20 septembre 2013 de 9h00 à 12h00 mercredi 9 octobre 2013 de 14h00 à 17h00

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès du Préfet des Bouches-du-Rhône – Direction des Collectivités Locales, de l'Utilité Publique et de l'Environnement – Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux – Place Félix Baret – CS 80001 – 13282 Marseille Cedex 06 (téléphone : 04.84.35.40.00/42.65), dans les conditions définies par les dispositions du titre 1er de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal.

.../...

Au plus tard à la date d'ouverture de l'enquête publique, les documents constituant le dossier d'enquête du projet de SAGE seront consultables sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante : <http://www.bouches-du-rhone.pref.gouv.fr>

Le Président de la commission d'enquête pourra, s'il l'estime nécessaire, faire application des dispositions prévues aux articles R.123-6 et R.123-14 à R.123-17 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 : Publicité de l'enquête

Un avis portant les indications mentionnées à l'article R.123-9 du code de l'environnement à la connaissance du public sera publié, par voie d'affiches et éventuellement par tout autre procédé, en mairie des communes désignées à l'article 1er, **quinze jours** au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

L'avis sera également affiché, dans les mêmes conditions de délai et de durée, en Préfectures des Bouches-du-Rhône et du Var ainsi qu'en Sous-préfectures d'Aix-en-Provence, d'Istres et de Brignoles.

L'accomplissement de cette formalité devra être attestée par un certificat des maires et autorités préfectorales concernés.

Cet avis d'enquête sera en outre, par les soins du Préfet des Bouches-du-Rhône, publié en caractères apparents, dans « La Provence » et « La Marseillaise », édition des Bouches-du-Rhône et dans « Var Matin » et « La Marseillaise », édition du Var, **quinze jours** au moins avant le début de l'enquête et rappelé à l'identique dans les **huit premiers jours** de celle-ci.

L'avis d'enquête sera également publié sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

ARTICLE 5 : Formalités de fin d'enquête

A l'expiration du délai d'enquête, les registres assortis, le cas échéant, des documents annexés par le public, seront transmis sans délai par les maires des communes au Président de la commission d'enquête et seront clos par lui.

Dès réception des registres et des documents annexés, le Président de la commission d'enquête rencontrera, dans la huitaine, le Président de la Commission Locale de l'Eau et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, ses observations éventuelles.

La commission d'enquête établira un rapport conformément aux dispositions des articles L.123-15 et R.123-19 du code de l'environnement et consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le Président de la commission d'enquête transmettra au Préfet des Bouches-du-Rhône l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées.

Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif de Marseille.

ARTICLE 6 : Rapport et conclusions d'enquête

Le Préfet des Bouches-du-Rhône adressera, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions au Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE de l'Arc.

Copie du rapport et des conclusions sera également adressée à chaque mairie des communes où s'est déroulée l'enquête ainsi qu'à la préfecture du Var pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Toute personne physique ou morale intéressée pourra prendre connaissance de ces documents en Préfecture des Bouches-du-Rhône (Direction des Collectivités Locales, de l'Utilité Publique et de l'Environnement – Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux – Place Félix Baret – 13282 Marseille Cedex 06) ainsi que sur son site internet pendant au moins un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

.../...

ARTICLE 7 : Informations relatives à l'enquête

Les informations relatives à l'enquête sont consultables sur le site Internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante : <http://www.bouches-du-rhone.pref.gouv.fr>

ARTICLE 8 : Décisions prises à l'issue de l'enquête

Le projet de schéma éventuellement modifié pour tenir compte des avis et observations exprimés lors de l'enquête sera adopté par une délibération de la Commission Locale de l'Eau.

Cette délibération sera transmise au préfet du département des Bouches-du-Rhône.

Le schéma sera approuvé par arrêté des Préfets des départements des Bouches-du-Rhône et du Var.

L'arrêté interpréfectoral sera mis en ligne sur le site internet des Préfectures des Bouches-du-Rhône et du Var.

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des Préfectures des Bouches-du-Rhône et du Var et fera l'objet d'une mention dans au moins un journal régional ou local diffusé dans chaque département concerné.

Le schéma approuvé sera tenu à la disposition du public en Préfectures des Bouches-du-Rhône et du Var.

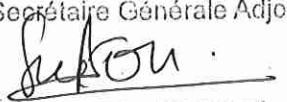
ARTICLE 9 : Informations sur le projet

Toute information relative à ce projet de SAGE révisé pourra être demandée auprès du secrétariat de la CLE : Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Bassin versant de l'Arc (SABA), par courrier à l'adresse suivante : 23, route de Pourrières - Rond-point de Provence - 13530 TRETTS, par téléphone au 04.42.29.40.66 ou par messagerie : contact@saba-arc.fr

ARTICLE 10 : Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Secrétaire Général de la Préfecture du Var,
- Le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence,
- Le Sous-Préfet d'Istres,
- Le Sous-Préfet de Brignoles,
- Les Maires des communes d'Aix-en-Provence, Beaurecueil, Belcodène, Berre l'Étang, Bouc Bel Air, Cabriès, Châteauneuf le Rouge, Coudoux, Éguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, La Fare les Oliviers, Lançon Provence, Le Tholonet, Les Pennes Mirabeau, Meyreuil, Mimet, Peynier, Puyloubier, Rousset, Saint-Antonin sur Bayon, Saint-Marc Jeumegarde, Saint-Savournin, Simiane Collongue, Trets, Vauvenargues, Velaux et Ventabren pour le département des Bouches-du-Rhône et Ollières, Pourcieux, Pourrières et Saint-Maximin la Sainte Baume pour le département du Var,
- Le Président de la Commission Locale de l'Eau du bassin versant de l'Arc,
- Les membres de la commission d'enquête,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
la Secrétaire Générale Adjointe

Raphaëlle SIMEONI